

des vagues du Saint-Laurent captés par le ruban magnétique, non loin du Couvent, chant des élèves, leur babil à l'heure de la récréation, etc.

Lundi, 10 juin, est célébrée une grand-messe de requiem au Couvent pour les fondateurs, prêtres, religieuses, élèves et tous les bienfaiteurs. Puissent ces souvenirs du passé vous réjouir grandement!

### Changement en éducation

Le 19 juillet 1960, des changements d'une importance majeure s'annoncent en éducation. M. Gérard Michaud, président de la Commission scolaire, et M. Luc Martin, secrétaire-trésorier, ont une première rencontre avec Soeur Sainte-Louise-de-Marillac, supérieure, pour discuter des modalités concernant le transfert des classes du Couvent sous le contrôle de la Commission scolaire de Saint-André. Après entente des deux parties, le contrat dûment approuvé est signé le 25 août 1960.

En 1960, quatre classes sont au Couvent où l'enseignement est dispensé par quatre titulaires religieuses, une directrice et un professeur d'anglais (Soeur Sainte-Françoise-Romaine). M. l'inspecteur L. Ménard note dans son rapport aux commissaires: "Pensez à une construction pour les filles afin de laisser plus d'espace aux religieuses à leur maison de charité, cette maison est remplie à capacité." En effet, quatre locaux avec quatre titulaires religieuses, une directrice et un professeur d'anglais sont à la disposition de la Commission scolaire pour l'enseignement aux filles de la 1<sup>ère</sup> à la 11<sup>e</sup> année et aux garçons de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année. Les révérendes Soeurs fournissent gratuitement locaux, chauffage, éclairage et mobilier. Une balance hydrostatique est achetée pour la classe de chimie. Le rapport de l'inspecteur souligne l'excellent travail pour corriger la langue française. Les élèves de huitième à onzième année inclusivement seront transportés par Thomas Saint-Pierre pour les écoles #2, 3 et 4 (bord de l'eau ouest et est) et par Albéric Ouellet, fils d'Alfred, pour l'école #5 du rang Mississippi. Quel progrès! Auparavant, les filles des rangs désirant poursuivre leurs études devaient être pensionnaires au Couvent.

Une somme de 112 \$ est allouée pour les récompenses scolaires aux élèves des treize classes. Le 24 juillet 1961, Camille Ouellet, fils d'Élisée, est nommé transporteur scolaire pour le rang Mississippi. Dans sa camionnette grise, matin et soir, il transporte de leur foyer aux écoles secondaires au village, les étudiants, enfants des habitants du rang Mississippi. Au deuxième rang, Henri Lapointe assume une responsabilité semblable avec ceux des écoles #6 et 7. L'ouverture des classes est prévue pour huit heures trente et la fermeture, quatre heures. Selon le rapport de l'inspecteur Ernest Boucher: "Au Couvent, les titulaires rendent les classes vivantes et intéressantes."

En 1962, les religieuses du Couvent exigent un montant de 30 \$ par

mois par classe pour les frais de la location. L'École Centrale Saint-André sera logée au coût de 111 475 \$, sur un terrain acheté des Soeurs de la Charité pour la somme de 1 000 \$.

Cependant, les élèves continuent de recevoir l'enseignement dans les locaux du Couvent et de l'ancien Juvénat jusqu'au 20 décembre 1963. Par la suite, les professeurs et élèves s'installent dans les salles spacieuses et modernes de l'École Centrale. La clientèle scolaire comptait alors deux cent soixante-douze (272) élèves répartis de la 1ère à la 11e année.

### Fermeture du pensionnat

Le pensionnat ferme ses portes en juin 1962 et le mobilier inutilisé est vendu. Le 1er juillet 1963, se terminent les obligations des Soeurs de la Charité envers la succession Desjardins. Si l'événement réjouit toute la maisonnée, il attriste les heureux bénéficiaires de ces faveurs qui depuis plus d'un demi-siècle jouissent des privilèges de rabais, diminutions voire même gratuités, pour pension, étude de piano, cours de dactylographie, etc.

### La Corporation Foyer Desjardins

Le 12 octobre 1966, des lettres patentes parviennent de Mère Marie-du-Sacré-Coeur, s.c.q., économe générale. Désormais, le Couvent-Hospice sera désigné sous le vocable Foyer Desjardins. Cette appellation rappelle le souvenir du Fondateur de cette institution, le COMMANDEUR CHARLES-ALFRED DESJARDINS.

Le 22 novembre de la même année, le Foyer Desjardins est incorporé. En septembre 1971, les membres de la Corporation du Foyer Desjardins étudient la charte d'incorporation en vue de la formation du Conseil d'administration.

Les membres de la Corporation sont nommés à ces dites charges par le Conseil général des Soeurs de la Charité de Québec suivant les dispositions des lettres patentes de la Corporation.

### Rénovation du Foyer Desjardins

Le 23 avril 1979, des réparations majeures réparties sur un plan quinquennal commencent au Foyer Desjardins. Des pièces sur les trois étages sont totalement transformées et aménagées pour un meilleur fonctionnement.

L'ancien Juvénat subit également des transformations et devient la résidence officielle des Religieuses sous l'appellation Résidence Mallet.

## Le Foyer Desjardins aujourd'hui

Au fur et à mesure que les années s'écoulaient des améliorations sont apportées à l'intérieur de l'institution. Les chambres et les corridors restaurés sont mieux éclairés et plus fonctionnels; un système de gicleurs automatiques assure la sécurité en cas d'incendie. On retrouve dans chaque chambre et lieux communs des cloches d'appel, sur chaque étage un poste de garde bien équipé et un bain tourbillon permettant un mieux-être aux résidents.

Les soins médicaux sont assurés par un médecin, hebdomadairement et sur appel. Le personnel infirmier est attentif à répondre aux besoins physiques et psychologiques des bénéficiaires. Une équipe spécialisée comprenant à temps partiel une pharmacienne, une conseillère en milieu de vie, une ergothérapeute, une diététicienne et une éducatrice spécialisée en loisirs coordonne ces efforts pour un meilleur service. Les personnes âgées apprécient grandement la disponibilité de ces aides compétentes.

Le service alimentaire offre une variété de menus balancés répondant aux divers besoins des personnes âgées et malades. De plus, un service de cabarets assure un fonctionnement rapide et efficace.

Le personnel de l'établissement comprend des préposés affectés aux différents services des bénéficiaires et à l'entretien de l'ordre et de la propreté du centre d'accueil Foyer Desjardins.

La pastorale occupe aussi une place importante dans la vie quotidienne. Depuis 1980, l'abbé Gérard Fortin, aumônier, gratifie le milieu d'une présence appréciée. Chaque matin, il y a célébration eucharistique suivie de visites journalières auprès des bénéficiaires pour échanger et reconforter.

En 1991

Après plus de quatre-vingts ans, le Foyer Desjardins est sous la direction des Soeurs de la Charité de Québec; Soeur Berthe Gobeil, s.c.q., directrice générale depuis 1976, en assume la responsabilité.

Il est difficile de prévoir le fonctionnement du centre d'accueil pour la prochaine décennie. À cause du manque de relève, la Communauté ne sera pas en mesure de répondre aux besoins du milieu pour assurer la continuité. Elle encourage les laïcs à poursuivre l'oeuvre et à incarner les valeurs humanitaires et chrétiennes si chères à la fondatrice Mère Marcelle Mallet et au désir apostolique du fondateur le Commandeur Charles-Alfred Desjardins.

Recherche: Soeur Irène Aubert et Soeur Adrienne Letarte, s.c.q.

Rédaction: Soeur Irène Aubert et Soeur Adrienne Letarte, s.c.q.

## Le chemin de fer

Le chemin de fer tue graduellement la navigation. En 1853, une Compagnie, "Le Grand Tronc", chargée de construire un chemin de fer entre Québec et Trois-Pistoles, est formée. En 1859-1860, on assiste à Saint-Pascal, à l'inauguration du chemin de fer du Bas-du-Fleuve, construit par la Société Québec et Trois-Pistoles Railways. Cette Compagnie se muera en "Grand Tronc" l'année suivante. Rivière-du-Loup verra arriver son premier convoi le 2 août 1860. En 1876, le chemin de fer "L'Intercolonial" est en opération de Rivière-du-Loup à Halifax; les travaux avaient débuté en 1868.

Le 22 juillet 1862, F. Ouellet, marchand de Sainte-Hélène, vend à la Cie Grand Tronc Chemin de fer Canada un terrain situé au troisième rang de l'Islet-du-Portage, entre le chemin de fer au sud et la rivière Goudron au nord, au nord-est, au vendeur et au sud-ouest à la route Campbell ou route de l'église de Sainte-Hélène. L'acquéreur souhaite y creuser un canal pour conduire l'eau à la rivière.

À Saint-André, la gare est à une distance de cinq milles du village passant près du troisième rang. Pour cette raison, on appelle l'endroit "Saint-André-Station". Aussi, plus tard, la route montant du village vers la gare prendra le nom de "route de la Station".

C'est l'époque où les locomotives du Grand Tronc fonctionnent à la vapeur. Les locomotives d'alors portent une cheminée haute de trois pieds que surmonte une boîte dont le grillage retient les étincelles. On les alimente à même les cordes de bois disposées sous d'immenses abris le long de la voie ferrée. Durant l'hiver, les cultivateurs bûchent des arbres, ils coupent les troncs d'une longueur de six pieds, les apportent et les cordent près de la voie ferrée vis-à-vis de leur propriété. Au printemps, les hommes responsables de l'achat du bois le mesurent et le paient à leur propriétaire. Quand le train passe et que l'on manque de bois pour activer la locomotive, il arrête et en charge un wagon. À l'automne, tout le bois est disparu... Quant à l'eau, d'immenses réservoirs placés le long de la voie ferrée à une cinquantaine de milles les uns des autres en contiennent. Une pompe mue par un moulin à vent permet le remplissage des réservoirs. À la gare de Sainte-Hélène, il y en a un. Quelqu'un a la responsabilité de remplir le réservoir lorsqu'on y a puisé son contenu. Plus tard, le bois sera remplacé par le charbon, mais on continuera d'utiliser l'eau des réservoirs.

Le 17 juillet 1879, le gouvernement d'Ottawa, renflouant le réseau, lui donne le nom d'"Intercolonial". En janvier 1885, la proposition de l'ingénieur ferroviaire Sandford Fleming d'établir dans le monde entier, vingt-quatre fuseaux horaires d'une durée égale, est appliquée. En Amérique du Nord seulement, à la suite de la construction des chemins de fer, on avait noté soixante-quinze heures locales différentes.

Le 16 février 1881, à une assemblée du Conseil, le maire et les conseillers réclament une station pour Saint-André qui renferme une population de plus de 1500 habitants, vu que son importance actuelle assez considérable prime beaucoup par son industrie et son commerce sur celles des paroisses voisines et qu'elle n'a pour voie de communication que le chemin à lisses de fer qui la traverse dans toute son étendue et à peu de distance de son centre qui, faute de station pour profiter des avantages qu'offrent cette voie ferrée, ses habitants, ses hommes d'affaires sont obligés de recourir aux paroisses voisines susnommées en parcourant un chemin d'une longueur de huit milles et souvent dans un état des plus affreux. Vu ces considérations et pour le progrès et le développement de la paroisse, cette demande est proposée par Herménégilde Marchand, secondée par François Marquis comptant sur la grande générosité de notre gouvernement et sur son zèle et activité à faire prospérer l'Etat et chaque portion de l'Etat. Quatre ans plus tard, le voeu des Andréens est exaucé: on construit une station à faible distance à l'est de la route, nommée plus tard, route de la Station.

Le premier agent de station à la gare de chemin de fer Intercolonial est L. Chénard. Un an plus tard, il est remplacé par Joseph A. Caron jusqu'en 1888. Abraham Duquemin lui succède jusqu'en 1897.

L'édition du 30 août 1889 du "Journal de Fraserville" rapporte que la station de Saint-André et le hangar à fret seront ramenés à un niveau plus bas qu'ils le sont actuellement. Le nouveau solage destiné à recevoir la station est terminé et dans quelques jours le transfert aura lieu. Ainsi placée, la station sera dans une bien meilleure position et plus à la portée de tous ceux qui y ont affaire. Deux semaines plus tard, le 12 septembre, on annonce: «La gare de l'Intercolonial à Saint-André dont nous avons déjà annoncé le transfert à quelques centaines de pieds plus loin est maintenant à sa nouvelle destination. Il n'y a plus qu'à construire une plate-forme tout autour ce qui sera fait sous peu». Le 15 mai 1891, le même journal rapporte qu'un déraillement s'est produit à Saint-André: «On est occupé depuis quelques jours à enlever les débris des onze chars qui ont déraillés près de cette station. La voie a aussi été réparée sur une longueur de plusieurs arpents.»

En 1891, Jean-Baptiste Laforest est serre-freins.

À la fin de l'été 1913, comme par les années passées, c'est le moment choisi pour faire le pèlerinage à Sainte-Anne de Beaupré. Le voyage organisé par les gens de la région, de Rivière-du-Loup et de la circonscription de Kamouraska se fait par la voie de l'Intercolonial.

En 1926, Dominique Saint-Pierre est télégraphiste et occupant de la station CNP. En 1933, il est remplacé à ce poste par J. E. Mercier et trois ans plus tard par Reynald Mercier. Le chef de gare est alors télégraphiste. Il reçoit télégrammes et courrier. C'est là que le postillon vient quérir deux

fois par jour les sacs contenant les journaux, les annales et les lettres pour les apporter au bureau de poste. Il apporte aussi les télégrammes reçus par le chef de gare. Souvent, les passagers qui arrivent par train profitent de sa voiture pour se rendre à destination.

En 1933, les citoyens de Saint-André signent une requête adressée à la Commission des chemins de fer canadiens pour protester contre leur décision à l'effet de fermer la station de Saint-André. Les conseillers d'Andréville se prononcent, eux aussi, contre l'abolition de la station de Saint-André. Pour aussi longtemps que cette station couvrira le coût de ses dépenses, elle devra être maintenue. Quatre ans plus tard, en mars, le Conseil approuve la requête faite par les contribuables habitant la région desservie par le chemin de fer du Canada et de rétablir le train du matin de Rivière-du-Loup à Lévis qui a été supprimé durant la crise.

En 1947, la salle d'attente à la gare de Saint-André, jugée insalubre, trop petite (18 pieds sur 12 soit 5,5 mètres sur 3,66) ne peut contenir plus qu'une douzaine de personnes et ne répond plus aux besoins des voyageurs. Le CN devra améliorer la bâtisse, ériger une terrasse afin que les taxis puissent s'approcher de la plate-forme à l'est de la station, entre la station et le hangar à marchandises, tel est la demande des conseillers d'Andréville. Quant au Conseil municipal de la paroisse Saint-André, il réclame la construction d'une station ou au moins un agrandissement qui s'impose depuis de nombreuses années.

De 1937 à 1941, Alvarez Lemieux, et de 1941 à 1961, Alfred Paquin sont chefs de gare.

L'édition du 4 février 1948 du journal "Le Saint-Laurent" rapporte la fin tragique de l'ingénieur Arthur Boucher lors du déraillement de l'Express Maritime à Saint-André. Mardi, 3 février, vers 11:30 de l'avant-midi, l'Express Maritime qui venait de quitter Rivière-du-Loup à destination de Montréal depuis environ une demi-heure, déraile à proximité de la gare après avoir pris la voie d'évitement, entraînant la mort de l'ingénieur-mécanicien, Arthur Boucher de Rivière-du-Loup. Le chauffeur, Auguste Brillant, aussi de Rivière-du-Loup, s'en tire indemne. La locomotive, le fourgon à charbon et un wagon à marchandises sont renversés. Les autres wagons quittent aussi la voie ferrée mais restent sur leurs roues et les passagers ne sont presque pas secoués au moment de l'accident. Après une heure de travail, on dégage le cadavre de M. Boucher qui était resté emprisonné dans la locomotive sous trois ou quatre pieds de neige et on le transporte dans l'un des wagons du train où le Dr A. Lapointe, de Sainte-Hélène, constate que la mort avait fait son oeuvre. M. l'abbé Gérard Bélanger, ancien vicaire de Saint-Patrice, qui est au nombre des passagers, lui a précédemment administré les derniers sacrements sous condition. On attribue la cause de l'accident à un retard dans le fonctionnement de l'aiguille de la voie d'évitement ou dans le signal d'arrêt aux officiers du

train ou encore à la trop grande vitesse du train lorsqu'il s'est engagé sur la voie d'évitement. Plusieurs employés du convoi prétendent que M. Boucher aurait succombé à une crise cardiaque quelques minutes avant l'accident.

En 1959, faute de revenus suffisants le surintendant des chemins de fer nationaux, division de Lévis, désire fermer la station de Saint-André et remplacer l'agent par un gardien. Le conseil paroissial s'objecte à cette fermeture. Le conseil d'Andréville s'oppose au transport de la "malle" par camion, réclamant qu'il se fasse par wagons-postaux comme actuellement.

En 1962, la Commission du transport des Chemins de fer nationaux du Canada, section du Québec, désire remplacer le chef de gare par un gardien pour assurer les mêmes services essentiels. Les Conseils de la paroisse Saint-André et du village d'Andréville s'objectent à toute modification: un chef de gare doit demeurer en service et notre station doit être ouverte afin de répondre aux besoins des contribuables de Saint-André, Andréville, Saint-Joseph, Sainte-Hélène et Saint-Alexandre. Le 20 mars, l'inspecteur régional est à la station pour étudier le projet avec les contribuables.

En 1967, le train de passagers n'arrête à Saint-André qu'à la condition que les voyageurs réservent trois ou quatre jours à l'avance. Le transport routier grâce à l'avènement de l'automobile et des transports lourds plus fonctionnels met un terme au transport ferroviaire. Ironie du sort! Cent ans plus tôt, le chemin de fer et les bateaux à vapeur avaient gagné la victoire sur le transport par voiliers. Aucune objection n'est apportée à la fermeture de la station de Saint-André à la condition que le CNR offre le service journalier adéquat de fret (transport des marchandises) au village. Alors, le CN déménage son arrêt d'express de la station de chemin de fer au village. La station est fermée, il n'y a plus d'agent à Saint-André. Néanmoins, en 1968, les conseillers réitèrent leur demande de réouvrir la gare.

Cependant, l'histoire du chemin de fer à Saint-André n'était pas encore terminée. Depuis bien des années, les ingénieurs du Canadien National projetaient de relier quelque part entre Rivière-du-Loup et Saint-Pascal les deux lignes de chemin de fer de l'Intercolonial et le Transcontinental. Au cours de la seconde guerre mondiale, une équipe d'arpenteurs a tracé les premières esquisses, mais le projet n'est mis à exécution que beaucoup plus tard.

En 1973, des travaux d'arpentage sont complétés et le tracé définitif est choisi à partir de relevés aériens. Le déboisement est réalisé de l'été 1974 à l'hiver 1975. Trois ponts enjambent les rivières Fourchue, Rocheuse et du Loup. Trois viaducs permettent le passage de la route provinciale 230 et des rangs 5 et 6 de la paroisse Saint-Joseph. Grâce à la nouvelle voie, longue de 31,06 kilomètres, reliant Pelletier station à Saint-André, le trajet Edmunston-Joffre est raccourci de 63,1 kilomètres et celui d'Halifax-Montréal, de 118,1 kilomètres. Pour ces raisons, les promoteurs croient en

la rentabilité de l'investissement. Autre avantage, cette nouvelle voie permet d'éviter les courbes en fer à cheval du lac de l'est de Saint-Malachie et de Sainte-Claire et la section affaissée lors d'un glissement de terrain le 16 décembre 1976 entre Saint-Simon et Saint-Fabien.

En octobre 1977, les premiers convois réguliers commencent à circuler. Et voilà un projet si longtemps rêvé, enfin réalisé. Alors que de pittoresques petits villages ferroviaires ont disparu de la carte, les vaches du paisible cultivateur des deuxième et troisième rangs de Saint-André ruminent dans leur pâturage en regardant passer le train.

Collaboration: Marie-Paule Dumont Desjardins (chefs de gare)

Recherche: Jeannine Ouellet Boucher et Georgette Ouellet

Rédaction: Jeannine Ouellet Boucher

### Le service postal

La liaison postale avec la France et l'étranger présente de multiples problèmes: risques de perte du courrier, naufrages, corsaires et... indiscrétion. Pour pallier à ces inconvénients, on fait deux ou trois copies que l'on remet à des personnes différentes voyageant sur le même bateau... et si la lettre se rend à destination on peut escompter une réponse l'année suivante! Dès le début de 1700, le messager royal Pierre Dasilva dit le Portugais fait office de facteur moyennant rétribution, le système postal canadien vient de naître. (NR)

Etant donné qu'à l'époque aucun journal n'est publié au pays, les nouvelles se propagent de bouche à oreille ou par lettre; quant aux communications officielles, on en prend connaissance habituellement par l'intermédiaire du crieur public, sergents royaux ou capitaines de milice, aux principaux carrefours et surtout aux portes des églises.

Dès 1784, Pierre Durand est engagé comme messager entre Halifax et Québec, séparées par mille kilomètres de forêt. Sur cette voie de communication, il rencontre quelques chasseurs canadiens dans les environs du "Dégelé" ainsi qu'aux Bois-Francs (Baumfrau, comté de Victoria) mais nulle part, il ne mentionne avoir vu des établissements de colons dans le territoire du Madawaska. Ce premier courrier fait l'aller-retour en quinze semaines empruntant, le 17 janvier, la nouvelle route construite l'année précédente. Parti de Québec le 11 janvier, le courrier y revient le 24 avril. Les courriers acadiens ou sauvages parcourant le Portage, le lac Témiscouata, la Madawaska, se nomment: Desgranges (1795), Deschamps, Dufour, Duperré, Higginbotham l'Indien, Assam, les quatre frères Martin et surtout les trois Mercure: Louis, Joseph et Michel. Raquettes aux pieds, un lourd sac de dépêches sur le dos, ils s'aventurent dans les solitudes témiscouatiennes.

En 1786, le 18 mai est établi un système de communication entre Québec et le Nouveau-Brunswick plus commode pour les courriers employés au service de Sa Majesté et pour les autres voyageurs. Des maisons de postes, depuis la Pointe-de-Levy jusqu'à l'entrée du nouveau chemin du Portage qui conduit au lac Témiscouata, sont choisies par le grand-voyer. Quinze maîtres de poste se partagent la tâche de fournir chevaux, voitures et logement aux voyageurs. Sont du nombre: Antoine Lebel du Haut-Kamouraska, Alexis Desjardins du Bas-Kamouraska (Saint-André) et Augustin Duplessis de Rivière-du-Loup. Chaque maître de poste reçoit un chelin (scheling) par lieue lorsque sa voiture est tirée par un cheval et un chelin et demi pour deux chevaux.

Le 29 mars 1808, Étienne Michaud, fils d'Étienne de Rivière-du-Loup, est embauché pour parcourir la distance de Québec à Grand-Sault. Il recevra neuf piastres d'Espagne pour chacun des dix-sept voyages à effectuer. Le 28 septembre 1816, Jean-Baptiste Taché est chez Michel Levasseur à Saint-André pour rédiger trois conventions entre John MacPherson, marchand de Saint-Thomas de Devost et Joseph Béchar, cultivateur de Saint-Louis (Kamouraska), Michel Levasseur, agriculteur de Saint-André et Louis Côté, agriculteur de Rivière-des-Caps pour transporter pendant un an les malles, le premier, entre Richard, forgeron de Rivière-Ouelle et Michel Levasseur, aux environs de l'église de Saint-André. Puis, celui-ci les transportera de là jusqu'à la maison de Joseph Béchar aux environs de l'église de Kamouraska et à celle de Louis Côté, à la Rivière-des-Caps, entrée du Portage appelé Chemin du Lac Témiscouata. Ils seront payés trente-six sols par lieue pour cent livres de pesanteur.

En 1821, la poste passe à tous les quinze jours dans la région. Quinze ans plus tard, Thomas Jones de Rivière-du-Loup engage Louis-Benoît Perron et Pierre-Noël Perreault, cultivateurs de Saint-André, à transporter chacun leur tour la malle pendant un an au lac Témiscouata chez veuve Allaire et de cette maison de poste à Saint-André chez Louis-Benoît Perron. Le courrier devra être de retour le samedi de chaque semaine à midi. Le salaire est de vingt-cinq louis ou quarante livres (£40) à chacun payable de trois mois en trois mois. Le 26 septembre 1830, Thomas Jones engage Joseph Boucher, cultivateur de Saint-André, à mener régulièrement la poste, une fois par semaine, durant une année, de chez Thomas Jones à Rivière-du-Loup jusqu'au Lac Témiscouata, chez le Colonel Alexandre Fraser, seigneur, qui réside à Fort Ingall (Cabano). Vers 1840, Edouard Desjardins, marchand, est aussi maître de poste à la Pointe-Sèche. Son établissement est situé au bas de la côte, le long de la route du Petit-Sault montant vers le manoir Campbell.

En 1831, le courrier est Michel Michaud. Le 6 janvier 1832, le bureau de poste perd le nom de Rivière-des-Caps et prend celui de Saint-André. Le 12 décembre 1876, on le nomme Saint-André-de-Kamouraska.

Le 17 mars 1846, le Conseil municipal émet cette résolution: " Les taux et frais de poste actuels sont exorbitants, disproportionnés aux moyens du pays, contraires à la libre communication, opposés au développement de l'industrie et du commerce et préjudiciables au revenu public en paralysant les communications par la voie de la poste."

Le 10 août 1850, on procède à l'adoption d'importantes mesures touchant l'organisation du système postal. Les premiers timbres-postes font leur apparition. La distribution du courrier en voiture rouge, symbole de "service" est assumée par la Québec Royal Mail.

En 1857, à l'introduction du dollar et du cent, cinq nouveaux timbres sont émis, deux à l'effigie de Jacques Cartier (17¢) et du prince Albert, époux de la reine Victoria (10¢) et un troisième représentant un castor (5¢). Ce n'est que le 1 octobre 1875 que les Canadiens devront affranchir leurs envois postaux...

Dès 1860, au moment où le courrier arrive par train à la gare de Saint-André, le postillon se rend deux fois par jour à la gare pour transporter les sacs contenant les journaux, les lettres et les télégrammes au bureau de poste du village. Souvent, les passagers qui arrivent par train profitent de sa voiture pour se rendre à destination.

En 1883, les frais postaux pour une carte postale adressée au Canada et aux États-Unis sont de un cent (1¢), en Grande-Bretagne, deux cents (2¢). Les lettres pesant une demi-once ou moins sont expédiées à travers le Canada et les États-Unis pour trois cents (3¢), à Terre-Neuve en Grande-Bretagne et en Irlande, pour cinq cents (5¢).

Avant 1884, le maître de poste est M. Roy.

Un neveu d'Edouard, déjà maître de poste à la Pointe-Sèche, Charles-Alfred Roy Desjardins est nommé maître de poste le 21 décembre 1883, il entre en fonction dix jours plus tard. Travaillent aussi au bureau de poste et de télégraphe: Marie-Clara Michaud de l'Isle-Verte, épouse d'Émile Ouellet en 1895, la fille de Charles-Alfred, Éva Desjardins, épouse d'Alexis Darisse en 1906, Blanche Francoeur, épouse d'Avila Gagnon en 1912 et sa soeur Arthémise, épouse de Ludger Paradis en 1916. Le bureau de poste se tient dans la maison de Charles-Alfred Roy-Desjardins, au 75, rue Principale, puis après le 18 août 1886, au 112, rue Principale. Charles-Alfred Roy-Desjardins occupe cette fonction jusqu'au 18 novembre 1912.

En 1903, au bureau de poste de Saint-André sont expédiés deux mille huit cent vingt-neuf (2829) lettres recommandées dont deux cent une (201) adressées aux Banques de Québec et de Fraserville et transportant un montant total de \$99481.00, cinq cent quatre-vingt-dix (590) bons de poste et de ce nombre quatre cent quarante-six émis et cinq cent quatre-vingt-seize (596) mandats de poste et de ce nombre cent quatre-vingt-dix-huit émis. Au total, les sommes véhiculées par les bons et les mandats postaux représentent \$19534.07. Charles-Alfred Roy Desjardins se plaint

auprès de M. O. Talbot, Surintendant du service des "Malles". Selon lui, le service de la malle, incommode et désavantageux pour Saint-André, devrait être basé sur l'importance de la localité.

Le 30 décembre 1912, Félix Garneau est nommé maître de poste. Le bureau de poste déménage alors à l'Hôtel de Travers où M. Garneau est locataire. L'ouvrier Auguste Tardif y fabrique les casiers postaux. Arthémise Francoeur poursuit son emploi de maîtresse de poste, de réceptionniste et de télégraphiste pour un salaire de \$8 par mois. En 1916, au moment de son mariage, elle est remplacée par Mlle Bellavance, originaire de la région de Rimouski.

Le 1 juillet 1913, Ludger Michaud s'engage envers le Ministère des Postes à transporter les malles de sa Majesté. De deux à trois fois par jour, il fait la navette entre le bureau de poste et la gare de Saint-André. À compter du 11 décembre 1918, Florian Bouchard lui succède.

Par la suite, J.-A. Roy, occupe le poste de télégraphiste. En 1829, il est remplacé par Dominique Saint-Pierre, en 1933 par J.-E. Mercier alors que le télégraphe est installé à la station de Saint-André.

Le 24 juillet 1920, Félix Garneau achète la maison de Derila Harvey, près du ruisseau, sise de nos jours au 117, rue Principale. C'est là que s'établit le bureau de poste pour les quarante-six prochaines années. Aux Garneau, d'abord, Félix, puis son épouse, Aimée Bérubé, et enfin leur fils Raymond succède J.-Antoine LeBel en 1958 jusqu'en 1965, au moment où l'on discute d'un projet de construction d'un bureau de poste réglementaire à Saint-André.

En 1961, les conseillers s'opposent au transport du courrier par camion; ils souhaitent qu'il continue de s'effectuer par wagons postaux. En 1964, les conseillers d'Andréville s'objectent à la fermeture du bureau de poste entre midi et une heure.

Le 3 novembre 1965, l'arpenteur-géomètre Réjean Blanchet enregistre la description d'une parcelle de terrain sur le lot 149 en vue de la construction d'un nouvel édifice pour loger le bureau de poste. Vingt-et-un jours plus tard, le Ministère des Travaux publics du Canada demande au maître de poste, J.-Antoine LeBel, de fournir à tout entrepreneur qui en fait la demande, des avis de soumissions, en français et en anglais, pour la construction d'un bureau de poste à Saint-André. Le 11 janvier 1966, le secrétaire du même ministère donne à Mme Gérard Paradis (Madeleine Saint-Amant) l'avis d'expropriation: "*Vous êtes avisée que nous avons pris possession pour l'usage de sa Majesté la Reine, du chef du Canada, d'une certaine parcelle ou étendue de terrain située à Saint-André-de-Kamouraska, étant une partie du lot 149 du cadastre officiel de la paroisse de St-André, la dite parcelle de terrain est dévolue à sa Majesté la Reine, du chef du Canada, ses Héritiers et Successeurs, aux termes de la loi sur les expropriations. De plus, sa Majesté la Reine, du chef du Canada, a pris un*

*intérêt à savoir, une servitude appartenant à cette parcelle de terrain pour le droit de passer en tout temps et pour toutes les fins pratiques sur le terrains."*

Le 17 janvier 1966, le contrat pour la construction du nouvel édifice est accordé à J.-René Lavoie de la Société de Construction de Kamouraska Limitée. Le 15 mars, débutent les travaux d'excavation et un avis de soumission est émis pour l'entretien. Le contrat sera accordé à Mme Rita Gagné (Blaise). Le 30 juillet, s'effectue le déménagement dans le nouvel édifice. En août 1988, Richard Frank, propriétaire de la Compagnie Pro-Net 59 Inc. de Saint-Denis obtient le contrat d'entretien du bureau de poste en remplacement de Mme Rita Gagné, en service pendant vingt-deux ans.

#### Les maîtres de postes

Augustin Duplessis (Rivière-des-Caps)	1787 à 1832
Edouard Michaud	1832 à 1849
Pierre Canac Marquis	1849 à 1877
Pierre Roy	1877
Edouard Roy	1 avril 1877 à 1884
Charles-Alfred Desjardins	1 janvier 1884 au 18 octobre 1912
Félix Garneau	30 décembre 1912 au 12 février 1930
Aimée Bérubé Garneau	12 février 1930 au 25 avril 1950
Raymond Garneau	26 avril 1950 au 17 juillet 1957
Charlotte Martin Garneau	27 août 1957- intérimaire
Joseph-Antoine LeBel	26 mars 1958 au 1er octobre 1968
Charlotte Martin Garneau	1 décembre 1968 au 22 septembre 1983
Alice Bélanger Lapointe	intérimaire
Gisèle Ouellet	8 février 1985 à juin 1985
Lise Darisse Desjardins	juin 1985....

#### Les courriers ou postillons

Les courriers ou postillons assurent le transport des malles de la gare au bureau de poste. Ce sont:

Pierre Canac Marquis	1860 à 1864
A. Ouellet	1864 à 1869
Pierre Canac Marquis	1869 à 1877
S. Dumont	1877 à 1882
Georges Dumont	1882 à 1885
Elzéar Michaud	1885 à 1901
Honoré Michaud	1901 à 1913
Ludger Michaud	1913 à 1919
Florian Bouchard	1919 à 1921

Adélar d Murray	1921 à 1924
Florian Bouchard	1924 à .....
.....	.....
Honoré Michaud	vers 1940
Charles-Eugène Ouellet	vers 1948
Roland Charest	vers 1956
Jean-Marie Paradis	vers 1960

### La poste rurale

La poste rurale, distribution du courrier, débute le 1er mai 1929. Les responsables sont:

Louis LeBel	1929
Lucien LeBel	.....
Freddy Ouellet	.....
Joseph Ouellet	.....
Robert Ouellet	.....
Louis-Philippe Vaillancourt	1947 à 1958
Charles-Eugène Gagné	1958 à 1970
Georges Saint-Pierre	1970 à 1975
Jean-Baptiste Lévesque	1975 à 1982
Ghislain Ouellet	1er décembre 1982 au 1er octobre 1990
Marielle Ouellet	1er octobre 1990 .....

### Bureau de poste de Saint-André-Station

À Saint-André-Station, le bureau de poste est situé près des limites ouest de Saint-André, au troisième rang de Sainte-Hélène mais il dessert Saint-André. Ce bureau ouvre le 1er juin 1906.

Les maîtres de poste sont:

Joseph Albert	1er juin 1906 au 9 mai 1912
Louis Bossé	11 juin 1912 à 1922
Joseph Albert	26 mai 1922 au 22 mars 1943
Marie Ouellet Albert	3 mai 1943 au 30 juillet 1955
Cécile Caron Albert	16 septembre 1955 au 10 février 1968

En 1967, le ministère des Postes ferme le bureau de poste de Saint-André-Station en raison de sa non-rentabilité et souhaite dispenser le service malle rurale par Sainte-Hélène. Le Conseil municipal de la paroisse Saint-André s'y objecte et désire que le service soit assuré par Saint-André. Le bureau ferme définitivement ses portes le 10 février 1968.

## Bureau de poste Rivière Saint-André

Ce bureau de poste, établi le 1er décembre 1912, prend le nom de Saint-Joseph-de-Kamouraska le 1er mai 1923. A. Pelletier y est maître de poste de 1912 à 1923.

Collaboration: Lise Darisse Desjardins, Marie-Paule Dumont Desjardins, Jacqueline Gagnon, Soeur Adrienne Letarte, Luc Martin, employés du bureau du député André Plourde, des Archives nationales à Ottawa et de la Bibliothèque municipale Françoise-Bédard de Rivière-du-Loup

Recherche: Jeannine Ouellet Boucher et Georgette Ouellet

Rédaction: Jeannine Ouellet Boucher et Georgette Ouellet

### Service télégraphique

Sous le gouvernement français, on établit une suite de signaux à l'aide desquels on transmet à Québec les nouvelles de ce qui se passe dans le bas du fleuve, à peu près comme ceux entretenus depuis par le gouvernement anglais jusqu'en 1850. Ce système est conçu afin de pallier aux distances considérables séparant les divers établissements de la colonie, obstacle au cheminement rapide des nouvelles, depuis plusieurs années déjà, un système de communication par feux existait entre Lévis et Rivière-du-Loup. En cas d'alerte, on allumait des bûchers de proche en proche pour avertir Québec d'un danger. Dans la nuit du 24 au 25 mai 1759, ces feux destinés à annoncer la venue des ennemis brillent dans la nuit à la Pointe-de-Lévy (Lauzon).

En 1758, on construit trois télégraphes donnant des signaux par bras mobiles, situés sur l'îlet du Portage, face à la seigneurie du même nom et dont la garde est assurée par Mme Lery, le deuxième sur l'île Brûlée, en face de Kamouraska, confié aux soins de M. de Montesson et le dernier sur l'île d'Orléans, sous la direction de M. de Lanaudière. On les fait abattre dès qu'ils ne peuvent plus servir à annoncer les vaisseaux français. (BRH)

En 1809, un télégraphe aérien (appareil placé sur un lieu élevé et envoyant des signaux au moyen de combinaisons variées de bras mobiles) est érigé sur l'île Brûlée en face de Kamouraska. Il servira jusqu'en 1850.

Le système électrique Morse, inventé le 19 octobre 1832 par l'américain Samuel Morse, était établi aux Etats-Unis en mars 1844. En 1847, est inaugurée une ligne télégraphique entre Québec et Montréal et bientôt de Québec à Halifax. Le 15 mars 1847, devant Moïse Morin, Pierre Dessaint dit Saint-Pierre, marchand de Saint-Louis de Kamouraska, s'oblige à fournir et livrer à Joseph Tourangeau, fils, maître-boulangier de Québec, vingt poteaux de cèdre ou épinette rouge de vingt-six pieds de long et de cinq à sept pouces de diamètre pour la construction de ligne de télégraphe pour

chaque mille le long de la seigneurie de Kamouraska, le long du chemin du roi du premier rang, à distance égale les uns des autres conformément aux annonces de William Kimlin, secrétaire de l'Assemblée du "Telegraph Electric" dans la Gazette de Québec. Le 27 mars 1856, le curé de Kamouraska, Nicolas-Valentin Hébert et Louis Milter, marchand, se portent garants en faveur de la Compagnie de télégraphe électrique, Jean-George Taché, avocat de Kamouraska et procureur de la Compagnie "Telegraph Electric" du British North America promet d'établir une station, un bureau ou office au village de Kamouraska dans le but d'y avoir communication par télégraphe... si les revenus ne dépassent pas cent louis la première année, ils doivent compléter la somme et les autres années, le jour de l'établissement du bureau.

En 1886, le service télégraphique débute à Saint-André au troisième étage de la maison de Charles-Alfred Roy Desjardins, sise au 112, rue Principale. Sa fille Éva Desjardins (future Mme Alexis Daris), Blanche Francoeur ( qui deviendra Mme Avila Gagnon) et Arthémise (qui épousera Ludger Dumont) se dévouent aux services téléphoniques, télégraphiques et postaux. Les activités cessent le 18 novembre 1912.

En 1891, Abraham Duquemin est télégraphiste à la gare de Saint-André. En 1929, Dominique Saint-Pierre est télégraphiste et occupant de la station CNP à la gare de chemin de fer Intercolonial. En 1933, il est remplacé à ce poste par J. E. Mercier et trois ans plus tard par Reynald Mercier.

Recherche: Jeannine Ouellet Boucher  
Rédaction: Jeannine Ouellet Boucher

### **Le service téléphonique**

En 1876, Alexandre Graham Bell fait breveter le téléphone qu'il commercialise énergiquement aux États-Unis, créant la Compagnie de téléphone Bell.

Deux ans plus tard, l'usage du téléphone commence à se répandre au pays. En 1880, lors d'une convention des compagnies de téléphone du Québec et de l'Ontario, on décide que "Hello" serait l'expression à adopter pour répondre au téléphone.

En 1894, la Compagnie de téléphone de Kamouraska, la Société Paradis, Crépault, Ward et Francoeur construisent une petite ligne de Kamouraska à Saint-André. Au Canada, vers 1900, cinquante mille (50 000) appareils de téléphone sont en usage.

L'édition du 17 avril 1896 du journal "Le Saint-Laurent" rapporte: «On nous assure que la compagnie de téléphone de cette ville (Rivière-du-Loup) va faire poser une ligne reliant Notre-Dame-du-Portage avec laquelle

nous sommes déjà en communication, à Saint-André dès le printemps.»

Le 5 juin 1899, Alfred Desjardins demande à la Corporation municipale de Saint-André le droit exclusif pour construire une ligne téléphonique dans la paroisse. Un mois plus tard, le 3 juillet, désirant étendre le circuit de ses opérations dans les paroisses de Kamouraska afin de les relier au point de vue commerce et autres affaires, la Compagnie de téléphone de Kamouraska, déjà en opération et reliant les paroisses de Saint-Pascal et Saint-Germain à Kamouraska, adresse une requête aux conseillers. Vu l'avantage incontestable qu'en résulterait l'établissement d'une ligne semblable, les résolutions sont acceptées pourvu que le tarif pour l'usage d'une boîte de téléphone ne dépasse pas \$10. par année sans le consentement du Conseil. La Compagnie aura le privilège exclusif à condition qu'elle construise sa ligne dans un délai de deux ans. Le Conseil considère cette entreprise comme devant aider beaucoup à l'avancement de la municipalité surtout pendant la saison des touristes qui nous visitent tous les étés.

En 1902, la Compagnie de téléphone nationale de l'État du Maine fournit matériel et instruments à être installés au Canada. La Compagnie de Téléphone de Kamouraska est incorporée le 10 novembre 1902 par certains promoteurs dont Charles-Alfred Desjardins de Saint-André. La même année, le service débute à Saint-André au troisième étage de sa maison, sise au 112, rue Principale. Sa fille Éva Desjardins (future Mme Alexis Daris), Blanche Francoeur (qui deviendra Mme Avila Gagnon) et Arthémise (qui épousera Ludger Dumont) se dévouent aux services téléphoniques, télégraphiques et postaux. Le siège social de la Compagnie de Téléphone est à Fraserville (Rivière-du-Loup).

Les premiers abonnés sont de six à huit sur une même ligne. Pour les rejoindre, il faut sonner un grand coup pour rejoindre le central où sont reliées les lignes. L'opératrice met en communication avec la personne désirée en sonnant un grand coup et deux petits coups, deux grands coups ainsi de suite, suivant le numéro désigné. Les abonnés étaient avides de nouvelles. Plusieurs décrochaient les récepteurs de leur appareil, boîte fixée au mur, hors de la portée des enfants et il n'y avait de secret pour personne.

En février 1904, les abonnés au service téléphonique résidents de Saint-André apparaissent dans l'annuaire de Bell du district de Québec-sud. Saint-André fait partie des bureaux reliés au réseau interurbain de Bell Canada. En 1906, le central téléphonique est desservi par la Compagnie de Téléphone de Kamouraska. En 1904, le central téléphonique installé chez Charles-Alfred Desjardins dessert huit abonnés: J. Bélanger, Dr. J. G. Gagnon, La Cie Desjardins, A. Bélanger, L. Marchand, L'abbé Dauteuil, curé, J. Lavoie et la Station. Les quatorze abonnés de 1906 sont: Théo. Darris (No 4a), cultivateur, Horace Deschênes (No 4c), forgeron, Jos. Dubé (No 13),

mécanicien, S. Dugal (No 4b), fromager, Dr J. G. Gagnon (No 7), médecin, La Cie Desjardins (No 9), industriels, Jos. Lavoie (No 10), hôtelier, Révd D'Auteuil (No 12), curé, La Station I. C. R. (M. Roy, agent, (No 6)), Oct. LeBel (No 4c), cultivateur, A. Marquis (No 3), marchand, Thomas Michaud (No 5), boulanger, Didier Paradis (No 5), cultivateur, Syndicat (No 11), marchand. Le central téléphonique installé chez Octave Ouellet dessert les abonnés de Saint-André-Station: Jos. Albert (No 5), marchand, J. Bélanger (No 6), commerçant, Louis Bossé (No 7), cultivateur, Nap. Ennis (No 4), industriel, Alfred Hervé (No 6), hôtelier, Ludger Marchand (No 6), cultivateur, Adélar Pelletier (No 4), beurrier, Station Intercolonial (Jos. Roy, agent (No 6)).

Vers le 18 novembre 1912, le central téléphonique est installé chez Mme Félix Garneau (Aimée Bérubé). En 1913, on recrute deux nouveaux abonnés: Ludger Ouellet (No 19) et Jos. Roy (No 4). À compter de 1917, les abonnés de Saint-André, desservis par la Compagnie de Téléphone de Kamouraska sont toutefois inscrits dans les annuaires de Bell Canada. En 1921, la compagnie de téléphone de Kamouraska est autorisée à poser des poteaux sur le bord du chemin du deuxième rang (de chez Louis Ouellet à Arthur Albert) pourvu qu'ils ne nuisent pas à la circulation du côté ouest. En 1939, la Compagnie Bell Téléphone obtient le droit de passage à la route Parent à celle de l'Ouest (Saint-Pierre) à la condition qu'aucun poteau ne soit érigé dans le chemin ou ses abords.

En 1952, les contribuables de deuxième concession, de chez Ludger Dumont en allant vers l'est, demandent le service téléphonique de la Compagnie de téléphone de Kamouraska.

De 1949 à 1953, Pauline Paradis travaille au central téléphonique comme agent local sous les ordres de C. E. Tremblay, secrétaire gérant. Les abonnés de l'époque (vers 1951) sont: Banque Canadienne Natl Succ (No 12), Gilbert Beaulieu (No 17), J. A. Charest (No 12-s-4), Couvent Soeurs de la charité (No 6), Desjardins Ltée Fabricant de Mach. (No 7), Émile Dionne (No 12-s-6), J. Dubé (No 22-s-4), Ludger Dumont (No 12-s-3), Avila Gagnon (No 9), Garage Thiboutot boîte publique (No 19), Rév. A. Garon, curé (No 16), Léo Gendron (No 8), La Cie de Téléphone de Kamouraska (No 26), Georges Landry, marchand (No 18), Isidore Lapointe (No 10), Camille Lebel (No 14), Georges Lebel (No 22-s-2), j. Antoine Lebel (No 23-s-3), Lucien Lebel (No 23-s-5), Mme Octave Lemieux (No 28), Roger Lemieux (No 23-s-2), Charles Lévesque (No 24), J. B. Lévesque (No 22-s-3), Gilbert Marquis (No 1-s-4), Armand Martin (No 2), Gérard Michaud (No 23-s-4), Lucien Michaud (No 12-s-5), Georges Monier (No 21), François Normand (No 13), Camille Ouellet (No 1-s-10), Mme Donat Ouellet (No 1-s-3), Raoul Ouellet (No 15-s-2), Jean-Marie Paradis (No 1-s-5), Léonard Pelletier (No 25), Gérard Raymond (No 12-s-6), Colonel Guy Roberge (No 1-s-11), Antoine Saint-Pierre (No 1-s-6), Thomas Saint-Pierre (No 1-s-7), Station Canadien National (No 12-s-2), Syndicat des Cultivateurs (No 5), Paul Tessier (No 1-s-

2), Louis-P. Vaillancourt (No 1-s-8), Voirie plan d'asphalte (No 22-s-5).

Dès 1953, le central téléphonique est installé chez Mme Lucien Lebel (Rose-Alma Lapointe) qui assume cette tâche avec la collaboration de ses filles: Angela et Lauréanne, Madeleine Garneau, Ghislaine Ouellet et Denise Desgagnés. Le 1 juillet 1956, Bell Canada acquiert La Compagnie de Téléphone de Kamouraska; le central est alors administré par le district du Saguenay. Cette année-là, la construction de la ligne téléphonique se fait dans les rangs par la Cie Bell Téléphone Canada. On autorise la Compagnie à émonder les arbres susceptibles de gêner les améliorations. L'année suivante, la Compagnie construit, à Saint-André, des lignes aériennes ou souterraines à la condition que le choix des emplacements soit soumis à l'approbation du Conseil municipal. En 1959, la compagnie Téléphone Bell obtient la permission de construire des lignes aériennes et souterraines à Andréville.

En août 1963, le service téléphonique est converti à l'automatique. Il est mis en opération le dimanche 4 août, entraînant le jour même, la fermeture de central chez Mme Lucien Lebel. Les numéros de téléphone sont désormais composés de sept chiffres; les trois premiers étant 493. Depuis, les appels acheminés à Rivière-du-Loup et à Saint-Alexandre sont sans frais. Par la suite, le secteur désigné par les appels sans frais s'étend à Sainte-Hélène, Saint-Germain et Saint-Pascal.

Au 31 décembre 1982, on compte quatre cent quatre-vingt-dix (490) téléphones en service à Saint-André.

Collaboration: Mme Lucien LeBel, Lauréanne LeBel Ouellet, Luc Martin

Recherche: Jeannine Ouellet Boucher, Pauline Paradis

Rédaction: Georgette Ouellet et Jeannine Ouellet Boucher.

### La caisse populaire

Le 1er octobre 1911, le curé fait connaître son intention de fonder une coopérative d'épargne et de crédit dans la paroisse. Encouragé par Charles-Alfred Desjardins, il invite Alphonse Desjardins de Lévis à venir la fonder dans le cours de l'automne si possible.

Au prône du dimanche, le 16 juin 1912, le curé U.-T. Dumas annonce la venue de M. Desjardins. Le 23 juin, après la messe, a lieu la rencontre avec Alphonse Desjardins de Lévis pour la fondation de la Caisse populaire. Après l'office divin, le brave pasteur transporte le Très Saint-Sacrement à la sacristie, pendant que M. Desjardins donne quelques explications. Ensuite, tous sortent et ne reviennent qu'à midi quinze au son des cloches pour la fondation même de la Caisse. Sensible à la prospérité de ses ouailles, le curé Dumas a déjà fait ses recommandations:

- *Ne redoutez pas la perte de votre argent investi dans cette*

*institution... Les parts (\$5.) sont toujours retirables et sont payables à raison de 50¢ par mois... L'honnêteté est la condition essentielle, c'est une véritable banque dont vous serez les actionnaires, les bénéficiaires, l'argent reste parmi vous, pour vous, c'est votre propre argent qui profite à votre avantage, c'est dans l'organisation du peuple particulièrement du pauvre au point de vue économique que nous pourrons apporter un remède au terrible fléau des trusts ou des associations, des compagnies ou des marchands quelconques qui non seulement nous menacent mais nous étoufferont dans leurs serres avant peu d'années.*

Dès le dimanche suivant, immédiatement après la messe, au presbytère, M. l'abbé Dumas lui-même, président et secrétaire-gérant à titre bénévole, procède à l'enregistrement de ceux qui désirent faire partie de la Caisse populaire. Il invite les corporations municipales à prendre au moins cinq parts. À cette époque, la Caisse ne fait que recevoir les épargnes sous forme de parts et prêter. Le taux des prêts est de 8% ce qui donne lieu à des critiques. Au prône du 24 novembre, M. le curé doit expliquer à ses paroissiens qu'un montant prêté pour dix mois s'il est remboursé par tranches à différents intervalles, avec intérêts payés sur le temps couru ne coûte jamais 8% dans son ensemble et est donc plus économique.

Un mois après sa fondation, la Caisse de Saint-André, la soixante-dix-neuvième à être ouverte dans la province, compte deux cent trente-cinq (235) sociétaires avec \$2000 au capital social et \$400 à l'épargne.

À cause de l'augmentation du travail et de la santé chancelante de M. le curé, le 24 avril 1914, on engage Elmire Roy comme secrétaire-gérante au salaire de \$30 par année. À son départ, en 1918, l'abbé Dumas est remplacé à la présidence par Jos Paradis. On augmente le salaire de la secrétaire à \$60 ainsi que la taxe d'entrée à 20¢.

En juin 1919, la Caisse prête \$1000 à la mission Saint-Joseph pour l'aider à devenir paroisse. M. Jos. Paradis cède la présidence au nouveau curé Valère Roy. L'année suivante, la Caisse de Saint-André adhère à la Fédération des Caisses populaires. Le Révérend Roy est remplacé par le Révérend Herménégilde Guy qui se montre aussi dévoué aux intérêts de la Caisse que ses prédécesseurs. Les gens peuvent se présenter après les offices. L'assemblée générale des sociétaires se fait après la messe à la sacristie.

Lors de l'assemblée générale de juillet 1922, on déclare un actif de \$13 364 avec un chiffre d'affaires de \$18 174 et aucune perte en dix ans. Les dépenses totales moins le salaire de la secrétaire sont de \$4.25 pour l'année. Il y a eu vingt-quatre (24) prêts de \$3.67 à \$600 pour un total de \$2 798.67.

En 1924, la Caisse prend une part à la Caisse centrale de Lévis et propose d'y déposer une partie de l'actif liquide. À la suite de plaintes voulant que Mme Elmire Roy-Lemieux gère à la fois la Caisse et la Banque

provinciale, celle-ci donne sa démission en 1925. Deux ans plus tard, la Caisse commence à émettre des chèques; alors, la tâche augmente. L'abbé Guy qui avait pris la relève de Mme Roy-Lemieux demande à être remplacé. Dimanche, 1er août 1926, la caisse populaire se dote d'un nouveau gérant officiel: M. Avila Gagnon, secrétaire aux usines Desjardins Ltée; à ce moment, les bureaux de la Caisse se transportent chez lui.

Les séances du conseil d'administration se ressemblent toutes: placements sous forme d'obligations ou débentures et petits prêts dans un milieu qui ne cesse de diminuer en population. En septembre 1946, le rapport des inspecteurs note qu'il y a peu de prêts aux sociétaires en comparaison de l'actif pour une population de onze cents (1100) âmes, ce qui demeurera le cas pendant plusieurs années.

On continue à augmenter les services en donnant assurance-vie aux emprunteurs et en établissant un fonds de garantie pour étudiants, plan-prêt de la Société Saint-Jean-Baptiste.

En 1952, on souligne le cinquantième anniversaire de la Caisse par une messe solennelle suivie d'un souper et d'une soirée récréative à la salle des Forestiers. Parmi les invités de marque, l'Honorable Cyrille Vaillancourt, gérant général des Caisses Desjardins est conférencier.

À cette époque, il y a mille deux cent trente-neuf (1239) Caisses dans la province et celle de Saint-André compte quatre cent quarante-et-un (441) sociétaires possédant \$338 541 en épargne et \$27 228 en capital social.

En mai 1963, la Caisse finance la construction de l'École Centrale. En août, elle adhère à l'Institut coopératif Desjardins pour aide à l'éducation.

En mars 1965, Jacqueline Gagnon, au service de la Caisse comme secrétaire depuis 1957, est nommée secrétaire-gérante. On aménage un bureau-comptoir pour améliorer le service. En 1967, on achète un coffre-fort plus grand et plus sécuritaire. L'année suivante, la Caisse n'ouvre ses portes que pendant la semaine. De plus, elle commence à percevoir les comptes de l'Hydro-Québec au tarif de 15¢ par facture. On offre aussi de nouveaux placements sous forme de dépôts à terme annuels à haut taux d'intérêts ainsi qu'un plan d'assurance-vie collective pour les administrateurs. En 1970, la Caisse accepte de vendre des billets de Loto-Québec. Au même moment, apparaît une nouvelle forme d'épargne appelée épargne véritable à intérêt calculé mensuellement sans chèques.

En 1971, les heures d'ouverture et de fermeture sont réglementés. D'après une résolution du conseil d'administration, le 23 mars 1971, il est décidé de se conformer à la loi provinciale du salaire minimum. À compter du 1er avril, les heures d'ouverture sont de 9:00 a. m. à 5:00 p. m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi et de 9:00 a. m. à 8:00 p. m. le vendredi et fermé le samedi.

Une grande amélioration pour les administrateurs: la Caisse adhère

au plan de gestion de portefeuille; en conséquence, plus de séances de placements aux assemblées du Conseil. On décide de ne plus percevoir de taxe sur les comptes d'Hydro-Québec. De plus, on engage comme caissière, Mme Simone Laforest, épouse d'Anatole Saint-Pierre, ancienne gérante de la Banque provinciale qui opérait porte voisine jusqu'en juin 1969.

En 1974, dans le but d'augmenter son efficacité, la Caisse s'abonne au service des dépôts de nuit pour ses effets de compensation. Un an plus tard, elle perçoit sans frais les comptes de Bell Canada et pour la première fois, la Caisse balance avec un \$1 000 000.

En mars 1977, un contrat est donné au plus bas soumissionnaire pour la construction de la succursale actuelle de la Caisse au coût de \$38 150. L'inauguration et la bénédiction du nouvel édifice ont lieu le 16 octobre.

En 1980, on introduit le système informatique et on adhère au système «inter-caisse» et l'année suivante, on achète l'imprimante. En 1982, un nouveau gérant, Pierre LeBel, remplace Jacqueline Gagnon qui a démissionné, contrainte de se retirer pour maladie.

En 1987, Saint-André célèbre le 75<sup>e</sup> anniversaire de la caisse populaire sous le mot d'ordre "Fêtons notre force", mot d'ordre énoncé par Yvon Ouellet, fils de Paul. Pour l'occasion, Paul-F. Desjardins trace un fidèle historique de la Caisse. Cette année-là, la Caisse populaire a un actif de 5 200 000 \$.

En 1988, on aménage le sous-sol de l'édifice en salle de réunion et en cuisinette.

Voici un tableau de l'évolution de la Caisse populaire de Saint-André:

1922.....	\$19 034.00
1932.....	\$21 840.00
1942.....	\$57 432.00
1952.....	\$271 848.00
1962.....	\$338 541.00
1972.....	\$627 445.00
1982.....	\$3 120 800.00

Les employées de la Caisse populaire sont: Maryse Lapointe (depuis 1977), France Lévesque (depuis mars 1983). Françoise Gagnon, Josée Lapointe, Andrée Roy, France Ouellet; Jasmine Pelletier et Lorraine Thériault ont travaillé ou travaillent encore à temps partiel.

Depuis sa fondation, la Caisse populaire a eu onze présidents: le Révérend M. T. U. Dumas (1912-1918), M. Jos Paradis (1918-1919), Révérend Valère Roy (1919-1921), Révérend Herménégilde Guy (1921-1926), M. Bruno Michaud (1926-1934), M. Léon Darisse (1934-1940), M. Démétrius Lapointe (1940-1942), M. Alfred Bouchard (1942-1954), M. Alphonse Lapointe (1954-1977), M. Paul-F. Desjardins (1977-1982) et M. Normand Thiboutot (1982-...)

Ont agi à titre d'administrateurs: le Révérend M. T. U. Dumas et MM.

Alfred Desjardins, Jos Paradis, Jules Michaud, Frédéric Desjardins, le Révérend Jules Gervais, MM. Johny Ouewillet, Jules Lévesque, Chrystophe Lévesque, Bruno Michaud, Adolphe Lapointe, Napoléon Nickner, Georges Laforest, Ludger Landry, Noël Sirois, Gérard Michaud, Alphonse Lapointe, Isidore Desjardins, Léo Gendron, Gérard Raymond, Adélar Lapointe, Roger Laforest, Rodolphe Lapointe, Normand Thiboutot, Valmore Michaud, Viateur Lemieux, Vianney Ouellet, Paul-F. Desjardins.

À la commission de crédit, nous retrouvons MM. Gélase Gagnon, docteur, Hyacinthe Bérubé, Uldéric Michaud, Isidore Lapointe, Thomas Michaud, Félix Bérubé, Armand Martin, Gérard Michaud, Jean Ouellet, Robert Michaud, Georges Saint-Pierre, Jacques Boucher, Roger Laforest et Benoît Michaud.

Au conseil de surveillance, se sont dévoués MM. Joseph Beaulieu, Armand Martin, Jules Lévesque, Alfred Michaud, François Lapointe, Ferdinand Garneau, Paul-F. Desjardins, Philippe Laforest, Paul Ouellet, Roger Laforest, Claude Ouellet, Mme Jacqueline Michaud, M. Rodrigue Lapointe, Mme Céline Desjardins, M. Roger LeBel.

Collaboration: Pierre LeBel, Paul-F. Desjardins, Jacqueline Gagnon

Rédaction: Georgette Ouellet

## Les banques

### Banque provinciale

En 1911, la banque provinciale ouvre une filiale à Saint-André, dans l'édifice voisin, à l'est de l'Hôtel Darisse. Elmire Roy est tenancière de ce service dans la maison privée des Roy où elle demeure avec son père. Après le décès de ce dernier, Mlle Roy convole en justes noces, à un âge avancé, avec Octave Lemieux. Le 24 avril 1914, la Caisse populaire l'engage comme secrétaire-gérante au salaire de \$30 par année. En 1925, à la suite de plaintes dénonçant le fait qu'elle gère, à la fois, deux services bancaires différents, Mme Lemieux démissionne de son poste à la Caisse populaire et continue à ne s'occuper que de la Banque.

Pendant une quarantaine d'années, Mme Lemieux assure le service de la Banque jusqu'au jour où elle est remplacée par Bernadette Michaud (Mme Honoré Tessier). Mme Lemieux décède le 29 décembre 1952. Le 6 novembre 1964, la Banque déménage de la résidence de Mme Tessier à celle de Simone Laforest (Mme Anatole Saint-Pierre), 157, rue Principale, quatre maisons plus à l'est et voisin de la Caisse populaire opérée au domicile des Gagnon (Avila). Quelques années plus tard, la succursale de la Banque provinciale ferme ses portes à Saint-André et les livres sont

acheminés vers la succursale de Saint-Pascal.

Collaboration: Guy Tessier, Gemma Tessier, Rollande Laforest Ouellet, Marie-Louise Michaud, Julienne Michaud, Simone Laforest Saint-Pierre, Omer Ouellet

Rédaction: Georgette Ouellet

### Banque nationale

Le 5 février 1917, le maire Alexis Darisse demande l'ouverture d'une succursale de la Banque Nationale dans le village D'Andréville. Le 2 avril, Armand Martin, secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-André, est autorisé à transférer le compte de la Banque Nationale Fraserville à la Banque Nationale de Saint-André. C'est dans l'une des pièces de l'hôtel Darisse situé face au Couvent-Hospice que la Banque s'installe puisque la gérance en est confiée à Ivanhoé Darisse. Dans les faits, c'est son épouse, Elmire Levasseur qui s'acquitte de cette fonction et, pendant au-delà de trente ans, soit jusqu'à la vente de leur hôtel en 1949.

Lorsque Josaphat Tardif et sa future épouse, Jeanne-Mance Bastille, décident de l'achat de l'hôtel Darisse le 11 mai 1949, ils anticipent une besogne hôtelière suffisamment accaparante pour eux, et laissent entendre que la Banque doit trouver preneur en dehors de leurs charges. Étant donné que la prise de possession de l'hôtel est prévue pour le 25 juin et que leur mariage se célébrera le 2 juillet, c'est au cours du mois suivant l'achat de l'hôtel que s'effectue le déménagement de la Banque à la résidence privée de Mme Berthe Bélanger Guimond à quelques pas du bureau de poste. L'ouverture officielle a lieu le 24 juin. Pendant vingt-six années consécutives, Mme Guimond remplit son devoir à la grande satisfaction des gens de Saint-André qui sont usagers de la Banque. C'est avec un certain étonnement et à regret qu'ils en apprennent la fermeture définitive en 1975. Conséquemment à un règne d'une soixantaine d'années à Saint-André, la Banque ferme ses portes le 30 septembre et tous les livres sont transférés à la succursale de Rivière-du-Loup.

Collaboration: Mme Berthe Bélanger Guimond

Rédaction: Georgette Ouellet

### Les salons funéraires

En 1950, René Ouellet acquiert l'entreprise de son père Polycarpe, entrepreneur de pompes funèbres à Saint-Alexandre. Pendant près de vingt-cinq ans, c'est à lui que les résidents de Saint-André font appel pour des services ambulanciers et funéraires.

En 1966, la Maison Marc-André Rioux de Rivière-du-Loup ouvre un salon mortuaire à Saint-André dans l'édifice appelé ancien bureau de poste et propriété à l'époque, de Mme Maria Paradis, veuve Albert Darisse. Cette porte ouverte à la concurrence force M. Ouellet à vouloir un salon funéraire à lui, à Saint-André. En un premier temps, il manifeste le désir d'acheter l'édifice municipal en face de l'église, mais l'abbé Gérard Fortin, curé, s'y oppose. M. Ouellet souhaite acquérir un terrain qui permette une construction neuve et en même temps un espace destiné au stationnement. L'autoroute 20 n'étant pas encore ouverte à la circulation, les automobilistes ne pouvaient se stationner le long de la route nationale, fortement achalandée à ce moment-là. En attendant une occasion d'achat de terrain, M. Ouellet ouvre un salon temporaire en louant des pièces de la maison privée de M. et Mme Arthur Dumont, à l'ouest du village d'Andréville, au 179, rue Principale.

Sa recherche porte enfin fruit; le 15 avril 1967. M. René Ouellet ratifie un contrat avec Georges Saint-Pierre. Il achète un terrain d'une superficie d'environ soixante-dix (70) pieds de front sur cent (100) de profondeur, terrain constituant une partie du jardin de M. Saint-Pierre, borné au nord au chemin public, au sud à François Normand et au vendeur, à l'est au vendeur et à l'ouest à Ernest Carlos. À cet endroit, M. Ouellet érige lui-même son salon funéraire durant l'été 1967. En septembre, la première famille à utiliser le nouveau salon est la famille Raymond, lors du décès de M. Lucien Raymond, le 8 septembre.

L'annonce de la vente de son entreprise à Gilles Kidd de La Pocatière, le 29 mars 1974, surprend la population de Saint-André et des paroisses environnantes desservies par M. Ouellet. Jusqu'en juin 1983, la Résidence Funéraire Gilles Kidd Enr. continue le service. Au départ de M. Kidd, la Maison Rolland Caron Ltée de Saint-Pascal prend possession de l'ensemble des bâtisses et immeubles de Saint-Alexandre et Saint-André, le 5 décembre 1983.

Depuis l'ouverture en 1967, quatre personnes de Saint-André agissent comme préposées à l'accueil et à l'entretien du salon. D'abord, Mme Andréa Saint-Pierre (Georges) s'en occupe, mais après un an ou deux, à cause d'une santé chancelante, elle est remplacée par Alphonse Lapointe, rentier et demeurant en face du salon, Pendant quatorze ans, il se consacre à ce poste avant d'être remplacé par Claude Morin. Depuis mars 1989, Irène Pelletier, épouse de Jean Ouellet, assure la continuité de ce service.

Collaboration: René Ouellet, Maison Rolland Caron Ltée, Alphonse Lapointe, Claude Morin, Irène Pelletier Ouellet  
Rédaction: Georgette Ouellet

## La bibliothèque municipale

Vers 1760, l'établissement de quelques bibliothèques rend les livres plus accessibles; toutefois, certains présentent aux yeux de l'Église, omniprésente, un certain danger... (NR)

En 1852, un octroi de £25 est accordé pour établir une bibliothèque publique demandée par le curé Doucet. Les octrois sont tirés sur la banque du Haut-Canada. Le 27 décembre 1852, le curé de Saint-André estime que la bibliothèque paroissiale compte un choix de cinq cent cinquante (550) volumes aux cinquante familles abonnées qui ont droit à deux ou trois livres chaque semaine à échanger après la messe du dimanche. En 1857, elle offre aux lecteurs des trente familles six cents (600) volumes. En 1858, malgré la somme amassée de £12.10 (50\$), le curé Doucet demande de l'aide au Surintendant pour sa bibliothèque publique. En 1862, quarante-et-une (41) familles sont abonnées à la bibliothèque paroissiale qui ne compte plus que trois cent soixante (360) volumes... Quatre ans plus tard, elle ne fonctionne plus.

En 1875, la bibliothèque existe à nouveau. Vers 1880, elle contient environ deux cents (200) volumes. Le 22 octobre 1911, le nouveau curé désire réorganiser la bibliothèque paroissiale et demande d'apporter les livres en circulation. Le 28 septembre 1913, le curé annonce que la bibliothèque de paroisse ouvrira le 16 novembre. Les abonnements seront de 50¢ par famille. Une semaine après son ouverture, les volumes sont transportés dans l'appartement de la sacristie en arrière du confessionnal. En 1914, la bibliothèque paroissiale compte soixante nouveaux volumes, les vieux ont été réparés. A cause de la grippe espagnole, le 20 octobre 1918, la bibliothèque paroissiale n'ouvre pas.

Par la suite, la bibliothèque paroissiale fonctionne plus ou moins bien. Le service finit par être abandonné. De nos jours, ces volumes sont rangés sur les rayons d'armoires ou étagères au second étage du presbytère.

En 1979, un projet d'ateliers socio-culturels présenté par Paul-Émile Bisailon et subventionné par le ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche permet la mise sur pied d'une bibliothèque publique logée au deuxième étage de l'édifice municipal de Saint-André.

Comme le montant alloué au projet n'est pas assez élevé pour permettre l'achat de livres, un groupe de bénévoles pensent à demander aux gens de Saint-André de donner des volumes pour garnir la future bibliothèque. L'idée est accueillie favorablement par plusieurs et c'est ainsi que Johanne et Sylvie Tessier, Anne Thiboutot et Paulette Courte Bédard font du porte à porte pour recueillir des livres. Sylvie Tessier se souvient encore d'avoir oeuvré à la pluie battante!

Au bout de quelques semaines, quelques centaines de livres ont ainsi été recueillis; plusieurs sont en excellent état et d'autres ont besoin de